



# FAFIA-AFAI

Feminist Alliance for  
International Action

L'Alliance Féministe pour  
L'Action Internationale

## CANADA

### **L'ALLIANCE CANADIENNE FÉMINISTE POUR L'ACTION INTERNATIONALE: UN RAPPORT SUR LA CULTURE TOXIQUE DE MISOGYNIE, DE RACISME ET DE VIOLENCE AU SEIN DE LA GRC**

*Pour publication immédiate*

**9 mai, 2022**

**Ottawa, Ontario**– Aujourd'hui, l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI) a lancé un rapport sur la Gendarmerie royale du Canada intitulé, *La culture toxique de la GRC : Misogynie, racisme et violence contre les femmes dans la police nationale du Canada*. Ce rapport constate qu'il existe des preuves choquantes et croissantes de discrimination et de violence systémiques à l'égard des femmes perpétrées par la Gendarmerie royale du Canada. L'AFAI exhorte le gouvernement du Canada à mettre immédiatement en place un examen externe indépendant de la force de police nationale du Canada qui abordera et modifiera son traitement des femmes, à la fois en tant qu'employeur et en tant que fournisseur de services.

À la suite de l'évaluation de plus de 3 000 plaintes de harcèlement sexuel à la GRC, l'ancien juge de la Cour suprême Michel Bastarache, dans son rapport novateur intitulé *Rêves brisés, vies brisées*, a conclu que le harcèlement sexuel à la GRC est encouragé et permis par une culture institutionnelle de misogynie, de racisme et d'homophobie qui existe à tous les niveaux de la GRC et dans toutes les juridictions. Le juge Bastarache a également conclu que cette culture toxique ne peut être changée de l'intérieur.

Le rapport de l'AFAI montre que la culture de la misogynie et du racisme n'affecte pas seulement les conditions d'emploi des femmes agentes de la GRC, mais aussi les services que la GRC fournit aux communautés à travers le Canada. Au cours de la dernière décennie, de nombreux rapports d'experts juridiques, d'organisations de défense des droits de la personne et de journalistes ont documenté la violence des agents de la GRC envers les femmes, ainsi que l'incapacité de la GRC à protéger les femmes contre la violence - y compris les agressions sexuelles, les viols, la traite des personnes, la violence conjugale, les disparitions et les meurtres - et à mener des enquêtes approfondies et efficaces lorsque la violence se produit. Plusieurs de ces rapports révèlent que les femmes et les filles autochtones sont victimes de violences sexuelles de la part des agents de la GRC de manière disproportionnée et, comme le révèle la

crise des meurtres et des disparitions, leur vie est aussi particulièrement mise en danger par l'incapacité de la GRC à les protéger.

Dre. Pam Palmater, co-auteure et avocate Mikmaq, explique : « Le mythe des ‘quelques pommes pourries’ a été révélé comme une tactique de la GRC visant à éviter d'assumer la responsabilité de sa culture raciste, misogyne et violente, répandue depuis longtemps. La GRC est devenue une crise nationale de sécurité publique pour les femmes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la GRC, notamment en ce qui concerne son rôle dans la crise des femmes et des filles autochtones maltraitées, négligées, disparues et assassinées. Il est plus que temps que le gouvernement fédéral prenne des mesures urgentes pour empêcher le viol ou l'agression sexuelle d'une autre femme ou fille par la GRC. »

« Cette situation est aggravée par le fait qu'il n'existe actuellement aucun mécanisme efficace de responsabilisation et de surveillance pour enquêter les plaintes contre la GRC. La Commission civile d'examen et de plaintes est un système défaillant. Le gouvernement du Canada doit prendre des mesures pour créer un organisme véritablement indépendant qui puisse demander des comptes à l'institution et aux individus pour les actes de violence faite aux femmes et pour les manquements à l'obligation de fournir la protection et l'enquête nécessaires », déclare Shivangi Misra, co-auteure et directrice de l'AFAI.

Shelagh Day, co-auteure et chaire du Comité des droits de la personne de l'AFAI, souligne que « Ceci est extrêmement grave. La GRC est une institution fondamentale de notre pays, et ses antécédents en matière de discrimination et de violence systémiques à l'égard des femmes sont historiques, indéniables et ne peuvent être ignorés plus longtemps. Le Canada ne peut pas élaborer un plan d'action national crédible sur la violence faite aux femmes ou un plan d'action national efficace sur les femmes autochtones disparues et assassinées sans un examen externe entièrement indépendant de la GRC qui puisse aborder et démanteler sa culture de misogynie et de racisme. »

Pour plus d'informations:

Cyndia Mondésir  
Directrice principale, Communications et opérations  
director@fafia-afai.org

*\*Le rapport ne reflète pas les points de vue ou les positions des groupes et organisations communautaires mentionnés. Toute information concernant la position officielle des groupes mentionnés doit être adressée au groupe ou à l'organisation en question.*